

Le modèle du communautarisme n'est pas compatible avec celui de la République

Julien de Verrières, secrétaire national à la communication, 30 juin 2008

Le Mouvement Républicain et Citoyen déplore les initiatives prises par le Président de la République et la majorité présidentielle qui témoignent d'une dérive par rapport aux principes républicains les plus élémentaires, en particulier par :

- la volonté d'inscrire le principe de « diversité » dans l'article premier de la constitution, qui témoigne d'une vision ethnique de la société, et qui prépare les esprits à des politiques de discrimination positive sur base ethnique, dont Nicolas Sarkozy s'est plusieurs fois fait le défenseur
- l'encouragement à reconnaître les langues régionales directement dans la Constitution, premier pas vers la ratification de la Charte des langues régionales et minoritaires, qui porterait un coup fatal à l'unité linguistique de la France
- les œillades prononcées en direction des responsables religieux ou communautaires lors des discours de Latran (20 décembre 2007), de Riyad (14 janvier 2008), ou devant le CRIF (13 février 2008), où le Président de la République, théoriquement garant de la permanence de nos institutions et des principes républicains tend à reconnaître des corps intermédiaires ethniques ou religieux entre l'Etat et les citoyens

Pour le MRC, la République n'est pas un concept pour campagne électorale mais une exigence politique qui repose sur les trois piliers que sont la liberté, l'égalité et la fraternité.

Face à la grave crise sociale et aux développement des inégalités qui rongent la France depuis plusieurs décennies, le MRC considère qu'il faut s'appuyer sur les valeurs de la République et sur ses institutions et non les rogner comme le fait l'actuel président de la République, Nicolas Sarkozy.

Seule une politique d'égalité sociale, attachée à la réduction des inégalités, de nature essentiellement économique, permettra de relever la France et de la sortir de l'ornière. Les discriminations de nature ethnique ou raciale doivent être combattues par l'arsenal légal existant, la mobilisation des administrations concernées et l'expertise de la Haute autorité de lutte contre les discriminations et pour l'égalité (HALDE).

Enfin il n'y aura pas de « vivre ensemble » sans un projet porteur pour tous les Français, capable de transcender les différences particulières, et de s'attaquer aux problèmes concrets que vivent la majorité des Français et des étrangers vivant en France : le sous-emploi, le mal logement, les difficultés pour se soigner, l'insécurité des conditions de vie, etc.

De ce point de vue, le communautarisme apparaît comme un système de substitution au principe de l'intérêt général, et un allié objectif de la préservation des intérêts des plus puissants. La gauche, de ce point de vue, doit reprendre corps avec les besoins des classes populaires et ne pas confondre un véritable progressisme avec le soutien quasi-automatique aux revendications identitaires et communautaires.